



Élection présidentielle 2012



Arnaud Guillon
le candidat de la Jeunesse
Européenne

soutenu par le Bloc Identitaire



Retrouver l'équilibre

Ramener le territoire dans l'écologie et libérer le vivant

Aujourd'hui, tout le monde ou presque se dit écologiste, y compris les grands trusts pollueurs jamais en panne de communication. L'écologie est devenue au mieux une réaction à la marchandisation de la planète, au pire, une « bisounours attitude ». Dans tous les cas, la nature même du concept d'écologie est passée sous silence, les défis démographiques sont esquivés par les politiques ; quant aux propositions des partis dits écologistes, elles s'insèrent dans la logique de la mondialisation sans remettre en cause le mondialisme qui en est pourtant l'expression politique.

L'écologie est d'abord une science du rapport entre les espèces vivantes et leur territoire et par conséquence, et en particulier, des hommes et de leurs territoires. Certes, celle-ci ne s'arrête pas là et englobe l'environnement tout entier. Mais sa base est bien ce lien entre l'homme qui affronte son territoire, l'arraisonne ou le subit, et ce dernier qui, à son tour, le « construit » à travers des formes spécifiques et originales.

Nier les particularités des peuples, imaginer que l'on peut faire coexister sur un même sol des communautés aux différences marquées, c'est donc mépriser la loi fondamentale de l'écologie.

Ce lien étroit entre l'homme et son territoire trouve à notre époque sa réalisation politique et sociale en la commune, la province, la patrie, le peuple. Nier les particularités des peuples, imaginer que l'on peut faire coexister sur un même sol des communautés aux différences marquées, c'est donc mépriser la loi fondamentale de l'écologie.

En parallèle, l'ensemble du monde vivant est sous la menace d'une confiscation totale par les trusts pharmaceutiques ou semenciers. Cet accaparement du vivant à des fins privées et mercantiles a déjà commencé. Il se fait avec l'accord des Etats européens et américains ainsi que celui de la commission européenne. Il constitue une menace d'une gravité dont le public ignore tout ou ne mesure pas les conséquences. Il découle de la logique mondialiste qui perçoit le monde comme une galerie marchande et chaque représentation du vivant, homme, plante, animal, sols, sources, océans, rivières, comme une « chose » à vendre et/ou à acheter.

Les Identitaires considèrent que ce rapt du vivant est un des deux faits les plus importants de ce début de siècle, l'autre étant les mouvements de populations. On a dit plus haut le lien qui unissait les deux phénomènes. On remarquera que derrière chacun d'entre eux on re-

trouve la même logique marchande, les mêmes hommes politiques pour la servir, la même minorité d'exploiteurs pour s'enrichir.

Il s'agit d'un combat essentiel et, à ce titre, les Identitaires mettront en place durant cette campagne des Présidentielles une série d'actions destinées à porter leurs analyses, les faits et les réalités qui en découlent à la portée du plus grand nombre.

Pour retrouver l'équilibre, les Identitaires proposent :

> Suppression de la TVA pour toutes les entreprises produisant ou commercialisant des produits issus de l'agriculture biologique française.

> La création d'un fond de reconversion proposant un crédit à taux zéro aux agriculteurs souhaitant abandonner l'utilisation des pesticides.

> L'interdiction directe et absolue de la culture et de l'importation des Organismes Génétiquement Modifiés sur le territoire français.

> La généralisation de l'utilisation de produits issus de l'agriculture biologique dans toutes les cantines des administrations publiques.

> Dans son programme de 2007, le parti Les Verts prônait « l'arrêt de toute perte de diversité biologique » en incluant dans celle-ci « les peuples autochtones ». Les Identitaires demandent l'extension de ce principe à tous les peuples autochtones, y compris ceux d'Europe.

Ce principe sera introduit dans la constitution française.



Redevenir nous-mêmes : Libérer les identités locales, française et européenne

**«Nous sommes
quand même avant tout
un peuple européen de
race blanche, de culture
grecque et latine et
de religion chrétienne»**

GÉNÉRAL DE GAULLE

Pour la classe politique, l'identité de la France se définit par et dans la République au point que cette dernière en est venue à se substituer à la nation et à son peuple. Cette conception purement abstraite, hors du réel, hors de l'histoire, balise le discours et la pratique politique depuis plusieurs décennies. Dans ce contexte, les identités réelles et vivantes, nées de l'histoire, sont niées au profit d'un fantasme aliénant intitulé, entre autres, « diversité » ou « vivre ensemble ». Cette négation du réel, cette volonté de le transformer par l'emploi systématique d'une novlangue, est un phénomène totalitaire de même nature que la vie politique et sociale dans la feuue URSS.

Face à cette forme d'oppression, qui s'articule autour d'une coercition s'appuyant sur le juridique et le médiatique, les Identitaires choisissent, eux, la réalité et donc la vie des identités charnelles qui libèrent et qui, loin d'opposer les peuples, les réconcilient en leur permettant, grâce à cette diversité authentique, de parvenir, chacun selon leur chemin, à la plénitude.

Les Identitaires reconnaissent le caractère commun des peuples d'Europe, appartenant à une même civilisation, qui plonge ses racines dans 4 000 ans d'histoire sur un même continent.

En France, ils adhèrent à la déclaration du Général De Gaulle : « Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne ». A cette définition, ils ajoutent l'importance des identités locales et régionales en ce qu'elles constituent en elles-mêmes des formes sociales originales mais également comme parts de l'esprit et de la nature générale de la France.

Le projet identitaire respecte donc les réalités des peuples, leur droit à l'existence et à la souveraineté et estime que ce droit s'applique également aux peuples européens.

Dans ce contexte, les Identitaires formulent plusieurs séries de propositions destinées à promouvoir, protéger, développer et transmettre l'identité nationale, les identités locales, l'identité européenne.

Promouvoir

Dans la France de 2010, le discours officiel est celui de la repentance et de la négation. Repentance permanente des crimes, vrais ou imaginaires, commis dans un passé plus ou moins lointain, par nos ancêtres. Négation de l'existence d'un peuple français « de souche », négation de son histoire. Dans ce contexte, l'identité française est vidée de sa substance, expurgée de ses éléments locaux ou européens, et devient une sorte d'organisme historique génétiquement modifié, où ethnie, culture, civilisation sont bannies pour faire place à un culte du « métissage » totalitaire.

Face à cette aliénation, les Identitaires affirment la nécessité de rappeler le caractère laïc de nos institutions, et les racines greco-chrétiennes de notre civilisation ainsi que le caractère original et autochtone du peuple français et des peuples européens.

> Cette affirmation sera symbolisée par la mise en application en France de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones du 13 septembre 2007 et, notamment, de son article 33 qui stipule : « le droit de décider de leur propre identité ou appartenance conformément à leurs coutumes et traditions ».

Protéger

L'immigration et l'islamisation de la France et de l'Europe créent de graves menaces. Assimilation et intégration ont partout échoué. Les populations extra-européennes préfèrent conserver leurs cultures, leurs religions, leur conception des sociétés et du monde. Presque toujours, celles-ci sont antagonistes avec la tradition française et européenne, que celle-ci soit chrétienne ou laïque.

Face à un problème d'ampleur mondiale et aux graves conséquences historiques, la réponse doit être de même niveau d'intensité.



Pour répondre aux problèmes engendrés par l'immigration et l'islamisation, les Identitaires proposent :

> Compte tenu de l'ampleur des problèmes d'immigration en termes d'emplois, d'insécurité, de difficultés scolaires, d'échec reconnu de l'intégration ; adoption du principe de précaution vis-à-vis de toute immigration nouvelle et inversion des flux migratoires.

> Constatant que l'immigration est un drame pour les pays d'origine, les pays d'accueil, les immigrés et les autochtones, le mythe d'un Eldorado français doit être démonté. Pour ce faire, en collaboration avec les associations locales de lutte contre l'émigration, des campagnes de communication dissuasives dans les pays d'origine seront organisées à l'échelle de l'Europe.

> Cette communication préventive sera couplée avec des accords avec les pays d'origine soumettant les aides ou les achats de matières premières à une véritable coopération dans la lutte contre l'immigration clandestine.

> Discrimination positive en faveur des Français de souche ou d'origine européenne sur le modèle proposé de discrimination positive en faveur des personnes d'origine étrangère.

> Abrogation pure et simple du regroupement familial et du droit du sol.

> Suppression de l'Aide Médicale d'Etat qui représente chaque année une part grandissante du déficit de la sécurité sociale.

> Refus de tout financement public - direct ou détourné - ou étranger des lieux de culte musulman.

suite des propositions >>>>>



> Interdiction de construction de minarets et des appels à la prière sur la voie publique.

> Interdiction du voile intégral dans l'ensemble de l'espace public.

> Un moratoire sur les naturalisations. L'échec de 30 ans d'intégration des immigrés oblige à une remise à plat des naturalisations. Les modalités d'acquisition de la nationalité française doivent être revues par le gouvernement. Ces modalités seront validées par le peuple français lors d'un referendum.

> La fin de la double nationalité : toute personne – hors Union européenne – possédant une double nationalité sera déchue de la nationalité française si après un délai d'un an, elle n'apporte pas la preuve de sa nationalité unique.



Transmettre

La transmission de l'identité se fait naturellement par la vie sociale et notamment par les familles. Le rôle de l'Etat est donc un rôle a minima, c'est à dire l'exact contraire de la situation actuelle où l'Etat s'applique à démanteler l'identité française que ce soit à l'école, dans les medias et, de façon générale, partout où son action peut se porter.

Les Identitaires n'ont pas cette conception totalitaire de l'Etat ni de l'identité. Ils considèrent que la mission de l'Etat, c'est-à-dire du gouvernement du peuple français, réside en un effort de transmission culturelle et patrimonial.

A ce titre, ils proposent :

En matière d'enseignement, les sciences humaines et artistiques doivent trouver une place importante. L'école primaire, comme le collège et même le lycée, ne sont pas l'antichambre du productivisme et de la rentabilité économique. Ainsi, l'instruction de la langue – y compris des langues locales – de la musique, du dessin et de façon générale des arts,

sont indispensables pour former des esprits équilibrés et le plus ouverts sur le monde. Dans ce cadre, l'enseignement de la culture française et européenne doit voir son volume horaire augmenté et son importance en termes de notation prise en compte.

L'enseignement de l'histoire doit être prioritairement celui de l'histoire de France, de ses provinces et de l'Europe et ce dès le primaire. Cette base acquise permettra seule, ensuite, au lycée, d'aborder l'histoire des autres civilisations.

> Le patrimoine français est en ruine. Les identitaires souhaitent augmenter de façon sensible la part du budget du ministère de la culture allouée à la préservation de nos bâtiments et monuments historiques. Ce que nos ancêtres ont fait, nous ne le laisserons pas se défaire.

> La promotion et le financement des œuvres culturelles et artistiques se situant dans une perspective enracinée. Cela avec un intérêt tout particulier dans le domaine du multimédia et nouvelles technologies.

Financement des activités identitaires culturelles par l'ensemble des collectivités mais également par le Ministère de la Culture

Développer

L'identité n'est pas le passé mais ce qui traverse les temps. L'identité est une permanence, en aucun cas un musée. Aussi, le mouvement identitaire entend-il fournir à tous les arts mais aussi à certaines formes d'artisanat, des moyens financiers accrus pour tout travail s'inscrivant dans ce développement de la culture française et européenne.



Etre et agir :

Laisser les citoyens s'organiser

L'Etat français ne joue plus son rôle. Hormis lever l'impôt, il a cessé d'exercer ses prérogatives et son devoir de protection. Faible face à l'immigration, l'insécurité, la mondialisation, c'est-à-dire face à tout ce qui est fort, cet Etat dirige son exclusive coercition contre les Français. Incapable de les défendre, il leur interdit, en outre, le droit de se défendre eux-mêmes. Il presse les contribuables, il pourchasse les automobilistes, il emprisonne des victimes comme René Galinier (1), il réprime tout mouvement contestataire.

Devant cette situation, il n'existe qu'une solution. Se libérer à la base. Redéfinir les responsabilités. Se prendre en main. Bref, cesser d'attendre de l'Etat une protection que sa nature idéologique même lui interdit d'assurer.

Le mouvement identitaire considère qu'exiger de l'Etat qu'il exerce ses compétences régaliennes est un combat d'arrière-garde basé sur une vision jacobine de la société. Il ne peut, au contraire, exister d'avenir qu'à partir d'une réorganisation sociale et populaire, à la base, axée notamment sur la défense légitime des personnes, de leurs foyers et de leurs familles. Cette réorganisation ne se limitera pas à l'autoprotection mais touchera également de nombreux domaines de la vie sociale et économique, constituant ainsi une vraie écologie en action. Circuits courts de production, circuits courts de consommation.

En d'autres termes, cette démarche rejoint la formule galvaudée de « lien social » mais en lui insufflant un sens car ancrée dans la réalité : qui se ressemble se rassemble.

Dans une société de plus en plus violente, le statut de victime n'est plus acceptable. Celui d'homme libre, c'est-à-dire retrouvant son droit à la défense, redevient la norme. Le droit doit accompagner cette évolution sociale.

Parallèlement, la défense des biens et des personnes doit se rapprocher du local et donc des municipalités. En vingt ans, le nombre de policiers municipaux a été multiplié par quatre. Les villes ont accepté ces dépenses afin de pallier la défaillance de l'Etat. Cette défaillance s'accroissant depuis 2007, il faut maintenant aller plus loin :

(1) René Galinier est ce septuagénaire de l'Hérault qui a été incarcéré durant deux mois après avoir tiré le 4 août 2010 sur des cambrioleuses. Il est, à l'heure actuelle, toujours poursuivi et risque les assises.



Pour que les Français puissent être et agir, les Identitaires proposent :

> La sanctuarisation du domicile, pour que défendre son foyer et sa famille ne puisse plus être considéré comme un crime.

> Une remise en perspective de la loi sur la détention d'armes à feu, pour que les citoyens ne soient pas désarmés face aux bandes criminelles.

> La possibilité pour les citoyens d'effectuer un mois par an de service civil dans les services de secours ou les polices municipales.

> L'extension des pouvoirs des polices municipales et notamment celui de droit d'enquête pour les délits passibles d'une peine d'emprisonnement inférieure à 5 ans.

> La création d'une justice municipale sur le modèle des juges de proximité qui sont compétents uniquement pour les litiges civils et contraventions pénales des 4 premières catégories. Ces juges locaux auront pouvoir de condamnation pour les délits passibles d'une peine d'emprisonnement inférieur à 5 ans. Le juge de proximité est actuellement choisi par le Ministère de la justice. Le juge local sera élu par la population à l'échelle d'une commune, d'une communauté de communes, d'une communauté d'agglomération ou d'un canton.

> Droit au placement en détention et création de prisons municipales pour les villes ou les communautés de communes de plus de 100 000 habitants. Le coût de telles dépenses étant très largement inférieur au coût social de la délinquance.



Reconquérir les pouvoirs :

Remettre les institutions au service du peuple

Nos institutions datent de la révolution française. Revues et corrigées des dizaines de fois en 220 ans, elles présentent le visage d'une pyramide complexe, à la structure figée. Par un glissement naturel, ces institutions ont fait de leur autoprotection le but principal de leur exercice. Bref, la forme institutionnelle a relégué au second plan les citoyens et le peuple qu'ils forment et, à ce sujet, la réforme territoriale mise en place par Nicolas Sarkozy ne change rien au caractère figé et sclérosé de la pyramide politique française.

Les Identitaires replacent le citoyen au centre de la démocratie et rappellent que la forme de la démocratie n'est qu'un outil et pas une fin en soi et que le principe même de la démocratie est la défense du peuple et non sa trahison et son exploitation comme c'est le cas depuis plusieurs décennies.

Pour reconquérir les pouvoirs, les Identitaires veulent renforcer la démocratie directe, locale et participative, promouvoir une République fédérale en rupture totale avec le jacobinisme, ennemi des peuples et des identités.

Une démocratie vivante : locale, directe, participative

Le débat politique que l'on a connu durant cinq républiques est mort. Il a laissé la place à une démocratie à l'américaine. Tendance à la bipolarisation, élections transformées en grandes batailles de marketing préparées dans des agences de communication, vendant des programmes et des candidats comme elles vendront des sodas ou des voitures.

Par ailleurs, votant pour des programmes qui ne sont quasiment jamais appliqués, les électeurs voient finalement leur vote confisqué et ne disposent d'aucun levier pour agir sur les hommes politiques en-dehors des périodes électorales. Prenant acte du peu de poids que l'on donne finalement à leur vote, beaucoup de Français choisissent de tourner le dos à cette fausse démocratie et se réfugient dans l'abstention.

Pour dépasser ce déni de démocratie et reconquérir le pouvoir les Identitaires proposent :

> La création d'un système de votation sur le modèle suisse à partir du soutien d'au moins 10% des électeurs inscrits au niveau communal et d'au moins 1% des électeurs inscrits au niveau national pour une abrogation ou une proposition de loi et d'au moins 2% pour une modification de la Constitution.

> La généralisation de l'utilisation de la votation pour guider la politique du gouvernement.

> Le renforcement du statut des associations participatives locales telles que les comités de quartier, et le développement de la cogestion entre ces organismes représentatifs et les élus.

> Un devoir d'information des citoyens sur toutes les subventions accordées aux associations par les collectivités locales. Ces subventions seront publiées chaque année au sein d'un document distribué dans tous les foyers et chaque subvention explicitée..

Défendre les salariés, réinventer le dialogue social

Le syndicalisme est né de la révolution industrielle. Il a donc été une réaction, né d'un besoin d'organisation. Il a été durant de nombreuses décennies une forme efficace de défense des travailleurs.

Si aujourd'hui, 92% de ceux-ci ne se syndiquent pas, si la majeure partie de ceux qui se syndiquent le font par intérêt personnel, c'est que le syndicalisme dans sa forme classique a cessé d'être utile et efficace. Il est devenu un partenaire du gouvernement, quel qu'il soit, pour réguler les crises. Il est bien souvent la morphine de la crise sociale, la roue de secours du système, l'idiot utile du mondialisme. Le syndicalisme est mort et c'est son fantôme que le patronat agite quand besoin est. Il est mort d'avoir collaboré avec le mondialisme, il est mort de ne plus défendre que ses privilèges.

Il est mort également de l'individualisme généralisé qui, dans ce domaine comme dans tous les autres, précède, accompagne et provoque

**Pour recréer
une organisation
sociale du travail,
les Identitaires
proposent :**

> La création de nouvelles formes d'associations centrées sur la défense classique des salaires, des emplois, des retraites, mais prenant en compte aussi les nouvelles implications de la mondialisation.

> Le droit pour les salariés de se regrouper dans des organisations syndicales par affinités sectorielles, géographiques ou politiques.

les reculs, les renoncements et les disparitions de toute structure politique ou sociale. Dans ce contexte précis, les propositions identitaires sont les seules capables d'inverser la dérive individualiste en recréant du lien social. Les Identitaires font de la reconnaissance du groupe, et non de l'individu, le levain de l'organisation sociale. Dans le domaine du travail, cette organisation doit être au plus près de la base selon le principe que s'en éloigner, c'est déjà la trahir.

**Fédérer les régions de France
dans une nouvelle république**

Les régions, les pays, les terroirs, sont l'âme et le cœur de la France. Le centralisme (développé à travers l'absolutisme royal, puis décuplé avec l'idéologie jacobine) a, peu à peu, coupé la France de ses racines profondes, tout comme il a détaché le citoyen de ses liens naturels. Le citoyen français indifférencié de la Révolution française est la matrice du citoyen du monde dont on voudrait aujourd'hui qu'il soit la norme.

Pour que les identités locales puissent vivre, il faut qu'elles bénéficient des libertés locales qui leur ont été confisquées par le centralisme.

**Pour achever la décentralisation et rompre avec la logique jacobine,
les Identitaires proposent :**

> L'inscription dans la constitution de l'importance des régions historiques, et du respect de leur identité et leurs libertés.

> La rédaction d'une Charte des droits fondamentaux des peuples de France

> Une modification profonde de la forme et de l'esprit de nos institutions, pour aller vers une République fédérale des régions de France.

> La transformation du Sénat en une chambre des régions.

> L'élargissement progressif des compétences des régions, notamment en matière d'éducation et de justice.

Reprendre notre place

Dans un monde qui bouge, gagner l'indépendance de l'Europe

Tentative de concrétisation d'un rêve millénaire, depuis un demi-siècle l'Europe politique se fait. Elle se fait mal, elle se fait contre ses peuples, pour le profit des privilégiés de la mondialisation, dans l'intérêt géopolitique des Etats-Unis d'Amérique, mais elle se fait. Faut-il le regretter ? Non. Faut-il s'en satisfaire ? Pas davantage.

La création d'une Europe politique, diplomatique, militaire peut apparaître comme la condition obligatoire d'un monde multipolaire équilibré. En réalité, un tel monde ne peut se concevoir que par la juxtaposition d'espaces clos ce qui est, désormais, impossible. Si le XIXème siècle a été celui de la Grande-Bretagne, le suivant a été celui des Etats-Unis d'Amérique. Quelle sera la puissance dominante du XXIème siècle ? Nul ne peut le prédire. Mais une chose est sûre : l'Europe solidement adossée à la Russie peut être cette puissance. Déjà la constitution d'une Europe monétaire a été un premier pas. Cette Europe monétaire s'est faite contre le désir des Etats-Unis d'Amérique et de sa colonie britannique. D'un point de vue politique, elle est donc combattue en haut, par les puissances rivales, qui ne ratent aucune occasion pour tenter de déstabiliser l'euro, et, en bas, par certains mouvements dits « souverainistes ».

Mais cette Europe monétaire ne sera qu'un instrument d'entrepreneurs (au mieux) ou de banquiers (au pire), si personne ne lui donne un sens et un but. Les Européens ont 30 000 ans de passé commun, pour que chacun de leur peuple et chacune de leur patrie puisse demeurer libre dans les siècles qui viennent, ils doivent aujourd'hui bâtir leur avenir ensemble.

C'est tout le sens de l'Europe politique que les Identitaires veulent construire. Les peuples européens doivent cesser de se comporter en vassaux, et réapprendre à être les maîtres de leur destin.

L'Europe unie de demain nous la voulons forte, mais juste, apportant équilibre et paix dans un monde en mouvement dont le rythme ne peut pas être uniquement impulsé par le couple Chine-USA.

Dans ses rapports économiques, sur les questions d'immigration, pour sa diplomatie, l'Europe doit aujourd'hui à nouveau parler fort et clair, et pour cela elle doit parler d'une seule voix.



Pour retrouver notre place, les Identitaires en tant que véritables alter Européens proposent :

> Le renforcement des liens et de la collaboration entre Paris et Berlin, pour donner un cœur et un moteur politique à l'Union Européenne.

> L'affirmation de la Russie comme partenaire privilégié de l'Union Européenne, sur les plans stratégiques, énergétiques, économiques et militaires.

> Election des commissaires européens au scrutin direct européen afin d'ôter à la commission européenne son caractère antidémocratique.

> La mise en place d'un Pacte Européen de Défense et la sortie de tous les pays membres de l'OTAN. condition préalable à l'appartenance à l'Union Européenne de demain.

Abrogation du pacte bilatéral franco anglais d'octobre 2010 relatif à l'armement atomique.

> Un cursus commun d'histoire de l'identité européenne dans tous les lycées d'Europe, pour prendre conscience de l'unité civilisationnelle de notre continent.

> Un semestre obligatoire d'étude dans un autre pays européen pour tous les étudiants préparant une licence.

> L'affirmation des frontières géographiques et des spécificités culturelles de l'Europe à travers une déclaration solennelle, et par conséquent le refus de l'intégration de tout pays extra-européen (au premier chef desquels la Turquie) à notre espace économique, politique, militaire commun.



Face à la mondialisation : La réponse localiste

La mondialisation est un phénomène économique, mais aussi culturel. Loin d'être récent, il est en développement continu depuis plusieurs siècles. Son apogée a été atteinte par la mise en œuvre quasi totalitaire d'un triple dogme touchant au libre échange international des marchandises, à la circulation sans frein des capitaux, et à la migration des usines et des hommes. Si nous ne pouvons refuser de constater ce phénomène, nous pouvons, en revanche, choisir la réponse que nous apportons à la crise majeure et durable que traverse le système mondial, et accompagner le monde qui renaîtra sur ses cendres.

Loin d'imaginer que la solution se trouve dans les délires de gouvernance mondiale d'un Attali ou le monde sans frontières des altermondialistes (qui ne se veulent, comme leur nom l'indique, que des mondialistes alternatifs aux libéraux), nous pensons tout au contraire que face à la mondialisation qui détruit, les Européens (et les peuples du monde de manière plus générale) doivent reconquérir leur marché intérieur, à travers des échanges économiques géocentrés. C'est ainsi une véritable relocalisation de l'économie, et donc des hommes, qui doit être engagée.

Se situant à la jonction de l'écologie et de l'économie, le localisme est à même de façonner un monde apaisé dans ses relations économiques, un monde plus juste. Il permet aussi de renouer avec des modes de consommation plus sains, en particulier dans le domaine alimentaire, en retrouvant les cycles naturels.

Si le mondialisme, idéologie à laquelle tous nos gouvernants de droite comme de gauche ont fait allégeance, ne connaît que la poursuite du profit maximal, le localisme renoue avec les notions d'enracinement (des hommes et des activités) et d'équilibre.

**Se situant à la jonction
de l'écologie et de
l'économie, le localisme
est à même de façonner
un monde apaisé
dans ses relations
économiques, un monde
plus juste.**



Face à la mondialisation, les Identitaires proposent :

> Une politique ambitieuse et novatrice de détaxation de la proximité, en matière de distance entre le lieu de production et de vente d'un produit mais aussi entre le lieu d'embauche et d'habitation originelle d'un salarié. La détaxation de la proximité est le biais par lequel nous pouvons en finir avec la délocalisation des entreprises, des activités, mais aussi des hommes. Elle constitue une véritable révolution dans la logique même de notre fonctionnement économique. Elle accompagne le renchérissement exponentiel des coûts du transport, et permet de mieux gérer la pénurie à venir des sources d'énergie.

> Une fiscalité favorable au producteur et au créateur, donc au circuit court, en substituant une part de la TVA par une Taxe sur le Chiffre d'Affaires.

> Une fiscalité juste qui cesse de faire reposer sur les seuls travailleurs l'essentiel des charges taxes et impôts : appréhension et taxation des flux financiers (faiblement pour les mouvements internes à l'Europe, plus fortement à la frontière continentale)

> Une traçabilité complète y compris pour le type d'abatage de la viande (rituel ou non)

> Une vaste politique de labels locaux, mais aussi fiscaux ("je paie mes impôts en France"), écologiques et sociaux.

> Une revitalisation rurale, restauration des services publics, respect des traditions locales, réglementations autonomes et régionales en matière de chasse et de pêche.

> Et d'une façon plus générale une vision de subsidiarité et de liberté, qui seules vont recréer du lien, de la culture et de l'identité.

